



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

fonctionnement

Question au Gouvernement n° 3179

Texte de la question

SUPPRESSION DE POSTES DANS LES LYCÉES

M. le président. La parole est à M. Dominique Baert, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Dominique Baert. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative, partout se déroulent en France des manifestations d'enseignants, de parents d'élèves, d'élus, contre votre politique de destruction massive d'emplois dans nos écoles, nos collèges, nos lycées.

M. Jean-Paul Lecoq. C'est la lutte des classes...

M. Dominique Baert. Le plan social le plus important de France, c'est vous qui êtes en train de le conduire...

Regardez la réalité, celle par exemple que vivent les professeurs, les élèves et les parents du lycée Sévigné de Tourcoing, qui ont pris un bus pour venir ce matin, devant l'Assemblée Nationale, crier leur colère et chercher l'espoir d'être défendus. Nous, nous les soutenons, mais vous, saurez-vous les écouter ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

À la rentrée prochaine, dans ce lycée, compte tenu de la suppression de huit postes, les classes seront de plus de trente-cinq élèves ! Que signifie, monsieur le ministre, dans ces conditions, votre discours sur l'accompagnement individuel des élèves ? N'est-ce pas un double langage ? Vous institutionnalisez le décrochage scolaire. Pire, ces suppressions de postes vont remettre en cause toute la filière sanitaire et sociale, pourtant porteuse d'emplois. Où iront les jeunes à qui l'on bouche délibérément tout avenir professionnel, alors que déjà 25 % d'entre eux sont au chômage ?

Dans ma commune de Wattrelos, le lycée Alain-Savary se bat pour sauver sa filière de maintenance industrielle. À Roubaix, les lycées Baudelaire, Jean-Rostand, Jean-Moulin, Turgot perdent eux aussi postes et filières. À la rentrée, les classes de ces établissements seront surchargées, des classes où vous allez noyer, monsieur le ministre, l'espérance de réussite de toute une jeunesse.

Plutôt que de proposer le mois prochain à l'Assemblée nationale une nouvelle loi de finances pour diminuer l'impôt sur la fortune des plus riches, le Gouvernement ferait mieux de faire voter une loi de finances rectificative immédiate pour annuler toutes les suppressions de postes de la prochaine rentrée scolaire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

En manifestant, les enseignants de Sévigné scandaient : " Aujourd'hui on n'a plus le droit ni d'enseigner ni d'avoir foi ". Monsieur le ministre, allez-vous rendre leur foi à ces enseignants et à tous ceux de France, en leur donnant les moyens nécessaires pour assurer ce que nous avons de plus précieux : l'éducation de nos enfants et de notre jeunesse. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative.

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative*. Monsieur Baert, vous ne voulez manifestement pas regarder la réalité en face : vous ne voulez pas voir qu'à la prochaine rentrée scolaire, il y aura plus de professeurs et moins d'élèves que lorsque M. Jospin était ministre de l'éducation nationale. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Vous ne voulez pas voir que cette majorité a voté le budget de l'éducation nationale le plus important jamais adopté par le Parlement. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Vous ne voulez pas voir que ce Gouvernement a mis en place les réformes en profondeur du lycée professionnel et du lycée général qui ont pour objectif d'améliorer l'insertion professionnelle des jeunes.

M. Frédéric Cuvillier. C'est n'importe quoi !

M. Bruno Le Roux. Regardez : il y a des problèmes partout !

M. Luc Chatel, *ministre*. Le taux d'élèves passant en première pro a augmenté lors de la dernière rentrée : il est passé de 40 à 61 %. La réforme du lycée général vise à orienter davantage d'élèves vers l'enseignement supérieur. C'est l'objectif de l'accompagnement personnalisé, de la personnalisation de l'enseignement, de ces deux heures par semaine, que nous mettons en place dans votre académie, monsieur Baert, comme ailleurs.

M. Christian Bataille. Tout cela, c'est du vent !

M. Luc Chatel, *ministre*. Vous avez mal choisi votre exemple, monsieur le député. Que faisons-nous au lycée Sévigné de Tourcoing ? Nous adaptons l'offre éducative à la réalité. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Il y a moins de besoins au lycée général et technologique dans les sciences et technologies sanitaires et sociales. Donc il est vrai qu'à la rentrée scolaire, il n'y aura plus trois classes, mais seulement deux,...

M. Christian Bataille. Cela n'a aucun sens !

M. Luc Chatel, *ministre*. ...à un détail près : vous oubliez de mentionner que, sur le même site, il y a un lycée professionnel, avec une offre de BEP en carrières sanitaires et sociales, que nous allons transformer en bac pro, et que nous y créerons six postes à la prochaine rentrée ! (*Exclamations et applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) Alors, de grâce, assez de caricatures et de démagogie sur ces sujets ! (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Bernard Roman. C'est scandaleux !

M. Christian Bataille. Zéro !

Données clés

Auteur : [M. Dominique Baert](#)

Circonscription : Nord (8^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3179

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale, jeunesse et vie associative

Ministère attributaire : Éducation nationale, jeunesse et vie associative

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 avril 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 14 avril 2011